



Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 124 du 20 juin 2019 / PRIX 250 F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE

TOGOAL MODE DÉCODEUR HD A CAN 5 000 10 000 FCFA

PROFITEZ DE TOUTE LA CAN TOTAL EGYPTE 2019 EN HD

LES CHAINES SUR CANAL+ SPORT

22 22 65 65 CANAL+ TOGO

CANAL+ DIFFUSEUR OFFICIEL



BILAN DU FORUM ÉCONOMIQUE TOGO-UE

La phase de l'action commence avec le suivi des investisseurs dans les pays de l'UE

« La moisson a été des meilleures pour la partie togolaise. A l'heure de dresser le bilan des retombées, on annonce plus d'1,3 milliards d'euros, soit environ 852 milliards FCFA de promesses fermes faites par les investisseurs européens. Une bouffée d'oxygène pour le PND dont 65% des investissements (5 milliards \$) reposent sur le secteur privé. «Le processus d'émergence est bel et bien enclenché au Togo et est en cours de réalisation »,...

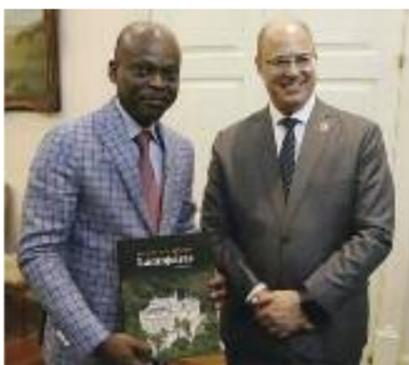
P.6

BANQUES ET FINANCES

P.5

Les banques togolaises en grève les 25, 26 et 27 juin prochains. Un coup dur à l'image du Togo auprès des investisseurs étrangers

COOPÉRATION



Après le forum économique Togo-UE, cap sur le Forum Togo-Brésil

DÉVELOPPEMENT



Le marché préfectoral d'Elavagnon a coûté 450 millions FCFA

MÉDIAS



Après les patrons de presse, le Conapp renforce les capacités des journalistes reporters sur les élections communales

INTÉGRATION RÉGIONALE



Financé à 70 %, par la BAD, le nouveau corridor routier CU9 reconnecte Ouagadougou au port de Lomé

Ti Togo Invest

Investir au TOGO

Togo Invest, partenaire du forum TOGO-UE

Togo Invest, partenaire du forum TOGO-UE

Togo Invest, partenaire du forum TOGO-UE

ECO FLASH

FORUM UE-TOGO

Aliko Dangote estime que le Togo doit se tourner vers l'industrie textile

Au 1er forum économique entre le Togo et l'Union européenne, l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote n'a pas tari d'éloges à l'endroit du Togo, évoquant les atouts du pays pour s'imposer comme une plaque tournante dans la sous-région. Hub logistique, agriculture, secteurs extractifs, industrie de la transformation, pour Aliko Dangote, le Togo a tous les avantages comparatifs, citant la présence du Port de Lomé, le seul en eau profonde d'Afrique de l'Ouest, l'Agriculture, mais surtout, fidèle à lui, la transformation des matières premières. « Au Togo, vous avez tous les atouts pour faire l'agriculture : la terre, le climat, l'eau. Alors, le Togo doit freiner ses importations. Le Togo peut produire tout ce qu'il consomme parce qu'aucune politique économique durable ne peut se met-



tre en place avec un élargissement effréné de la balance commerciale. Vous ne pouvez pas survivre longtemps à 8 milliards d'importations et 2 milliards d'exportations », a déclaré le PDG du groupe Dangote. « Avec son actif le seul port en eau profonde aujourd'hui en Afrique de l'ouest, le Togo peut exporter facilement tout ce qu'il produit vers le marché de la CEDEAO qui fait plus de 350 millions. Avec ce marché qui s'agrandit davantage grâce la Zone de libre-échange continentale (ZLEC), nous pourrions attirer plus d'investissements locaux et étrangers », a-t-il poursuivi. Le vœu cher de la première fortune d'Afrique est de voir le Togo transformer son coton, y ajouter plus de valeur pour devenir un exportateur de textile. « J'aimerais voir dans le cadre de ce partenariat avec l'Ue, le Togo transformer son coton, exporter des habits pour satisfaire la demande mondiale, adresser la demande européenne, mondiale », a lancé la 64e fortune au monde. Un souhait qui s'intègre parfaitement dans l'axe 2 du PND qui vise le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives. Sur cet axe, le Togo prévoit de mettre en place les agropoles de Kara et de Vo-Zio, un parc industriel à Adétikopé dans la périphérie nord de Lomé, une zone économique spéciale dont les études géothermiques sont avancées, et renforcer la transformation du phosphate.

INVESTISSEMENT

Togo Invest Corporation « Notre objectif est de développer et créer de la valeur pour l'économie togolaise »

Samuel EkueMivedor, DG, ancien Directeur de la Division, Gestion de portefeuille au Département secteur privé de la Banque africaine de développement (BAD) s'exprime sur le bilan et les enjeux de Togo Invest Corporation « La mission de Togo Invest Corporation SA (TI) est de conduire le développement et la mise en œuvre d'investissements stratégiques par et pour l'État afin de créer de la valeur pour l'économie togolaise et ses populations. En effet, la société a été conçue comme l'un des acteurs économiques du pays à même de nouer des partenariats publics-privé sur les grands projets structurants du pays. Ainsi nous initiions des projets, et sommes également preneurs de projets externes, dans la mesure où ceux-ci répondent à l'objet de la société. Pour répondre à votre question, nous intervenons sur tout type de projet de développement économique qui cadre avec la politique nationale du gouvernement et qui est conforme à notre objet. Naturellement, Togo Invest est un acteur clé du Plan National de Développement (PND), car nous portons une bonne partie des projets de ce plan notamment ceux composant les deux premiers axes, et sur lesquels nous travaillons activement en colla-



laboration avec les différents ministères concernés et d'autres entités étatiques telle que la cellule Présidentielle pour le Suivi et l'Exécution des Projets (CPES). Le portefeuille de TI se porte bien et nous rentrons dans la phase opérationnelle où des projets vont commencer à voir le jour. A ce jour, nous disposons d'études pointues sur de grands projets structurants tels que la ligne de chemin de fer Lomé-Cinkassé, le potentiel minier en l'occurrence le gisement de fer de Bassar, le port de Lomé et sa capacité à pouvoir gérer des volumes de minerais ainsi que l'augmentation de volumes de conteneurs qu'engendrerait la modernisation des infrastructures portuaires. Nous comptons aussi à notre actif des études du réseau électrique portant sur l'injection probable d'une capacité de 300 MW

supplémentaires en courant continu pour soutenir le niveau d'activité économique qu'engendreraient les projets du PND et du corridor de développement. En outre, des études ont également été menées pour analyser comment les différents projets logistiques pourraient être complémentaires dans un contexte de développement spatial intégrant les corridors Sud-Nord et Est-Ouest. Il s'agit d'une planification stratégique qui intègre le port, la route, le chemin de fer et l'aéroport dans un contexte de développement urbain du Grand Lomé et du transport multimodal. Je ne vais pas m'attarder sur les études actuellement en cours pour la réalisation de la plateforme logistique multiservices et du port sec de Cinkassé. Pour Togo Invest, toute cette batterie d'études constitue une bonne

base de travail et de planification qui nous permet de mettre en marche un programme d'investissement cohérent et attractif pour le secteur privé. Pour finir, je fais remarquer que cinq ans après, les projets stratégiques étudiés et développés par TI sont pris en compte et identifiés comme projets prioritaires dans le Plan National de Développement 2018 – 2022, notamment en son axe stratégique 1 qui envisage de mettre en œuvre « un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre », que sont : la plateforme logistique multiservices, le port sec de Cinkassé, entre autres. Et nous espérons compter sur la participation de tous pour la concrétisation de ces projets qui sans doute seront catalyseurs pour l'économie togolaise. Comme nouveaux défis de Togo Invest: A très court terme, Togo Invest s'inscrit dans le cadre du PND et dans la réalisation des projets qui le constituent. Parallèlement, Togo Invest entend diversifier son portefeuille vers d'autres secteurs de l'économie tels que l'agriculture et le tourisme. Enfin, en tant que société holding, notre objectif est de développer notre activité de gestion des actifs et participations de l'État afin de créer de la valeur pour l'économie togolaise ».

Ghislain

MÉDIAS

Après les patrons de presse, le Conapp renforce les capacités des journalistes reporters sur les élections communales



Le 30 juin prochain, les togolais seront appelés aux urnes pour élire les conseillers municipaux après 32 ans. A cet effet, après les patrons de presse formés sur

les enjeux des élections locales et sur la décentralisation à Kpalimé, le conseil national des patrons de presse (Conapp) renforce les capacités d'une soixantaine de jour-

nalistes et reporters le 18 juin à Lomé. Pour le président du Conapp, Arimiyo Tchagnao, faire une couverture médiatique des élections locales ne s'apparente pas aux mêmes réalités que les législatives voire les présidentielles, c'est pourquoi, il est nécessaire de mettre les journalistes sur orbite afin qu'ils soient en mesure de pouvoir faire les bons reportages, les interviews et des dossiers pertinents avec des questions précises aux différents candidats. "Aucun journaliste ne peut affirmer avoir couvert les élections commu-

nales au Togo dont les dernières datent de 1987. Face à ces réalités, le conapp se sent interpellé surtout que les candidats en lice sont de plein-temps en campagne électorale sur toute l'étendue du territoire national", a fait savoir El Hadj Arimiyo Tchagnao. Les participants suivront des différentes communications portant sur les textes qui régissent la décentralisation au Togo, le processus de la décentralisation, la couverture médiatique des élections communales.

Augustin

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

Trophées 2019 de AfricanBanker

Les Trophées, en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, se sont progressivement imposés comme les Oscars de la banque africaine et rendent hommage à l'excellence dans les services bancaires et financiers sur le continent africain. Cette année, les organisateurs ont appelé à davantage d'inclusion dans le secteur ban-

caire, au niveau de la représentation des femmes dans les équipes de direction des banques, ainsi que dans le domaine de l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises. Cet appel a été repris par les deux principaux sponsors des Trophées, le Fonds africain de garantie et Bank of Industry, qui ont tous deux créé plusieurs instruments et mécanismes de crédit novateurs

destinés au secteur des PME. Les deux principaux trophées sont revenus à des institutions de financement du développement. Afreximbank a été nommée Banque africaine de l'année tandis que le président de la Banque de commerce et de développement, l'Éthiopien Admassu Tadesse, s'est vu décerner le titre de Banquier africain de l'année. La Banque de commerce et de développement a multiplié par cinq la taille de son portefeuille depuis que Tadesse a pris les rênes de l'établissement,

développant sa présence en Afrique de l'Est et australe, où la banque exerce ses activités. De son côté, Afreximbank a lancé plusieurs produits novateurs ces dix-huit derniers mois. Cette année, le Trophée de carrière exemplaire a été remis au PDG du Groupe First Rand, le Sud-Africain Sizwe Nxasana. Sous sa direction, la banque a affiché un taux de croissance annuel de 20 %

Ghislain

COOPÉRATION

Après le forum économique UE-Togo, cap sur le Forum Togo-Brésil

À en croire, Robert Dusey, ministre des affaires étrangères togolais, en visite officielle au Brésil les 17 et 18 juin, un Forum économique Togo-Brésil est en vue dans les prochains mois. Cette rencontre, qui vise à promouvoir le Plan national de développement (PND), et à attirer l'investissement brésilien au Togo, devrait se tenir au Brésil, en présence du président Faure Gnassingbé. Du 13 au 14 juin dernier le Togo a déjà organisé avec l'UE, le premier forum économique qui a rassemblé plus de 400 investisseurs. Ce rendez-vous d'affaires avec l'Europe des 28 a été l'occasion d'échanges, de panels de haut niveau, de présentations de projets, de réseautage, et de rencontre B2B. Près de 70 conférenciers ont animé plusieurs panels sur des thématiques diverses, allant du développement inclusif à l'importance des partenaires au développement, en passant par l'agriculture, l'énergie, la transformation manufacturière, l'accès au



financement, ou encore les infrastructures. A l'heure de dresser le bilan des retombées, on annonce plus d'1,3 milliards d'euros, soit environ 852 milliards FCFA de promesses fermes faites par les investisseurs européens. Une bouffée d'oxygène pour le PND dont 65% des investissements (5 milliards \$) reposent sur le secteur privé.

Théophile

FORUM TOGO-UE

Le Mifa signe un partenariat pour promouvoir l'exportation

Le Mécanisme incitatif de financement agricole, fondé sur le partage de risques (MIFA), annonce avoir signé 2 accords avec des investisseurs européens, en vue de promouvoir le made-in-Togo à l'extérieur. C'était dans le cadre du Forum économique Togo UE (FETUE), le 14 juin dernier à Lomé. Le premier accord, apprend-on, est une lettre d'intention signée avec la société allemande Better Eco, qui définit le cadre général d'une convention prochaine « en vue du renforcement des capacités techniques et financières des producteurs togolais pour la production biologique dans le respect des normes de qualité internationales et la commercialisation sur le marché international, notamment européen. » Les produits concernés sont notamment le gingembre, le soja, le sésame, l'anacarde, l'ananas et le karité. Un memorandum d'entente, ainsi qu'une convention, sont attendues d'ici 3 mois. Au



titre du second accord, signé avec le complexe agro-industriel Tropical Flowers, cette dernière s'engage à accompagner le Mifa dans la recherche de financement pour la production et l'exploitation de fleurs tropicales et ornementales. L'entreprise, implantée au Togo, dispose en effet d'une aire de 40 ha destinée à la production de fleurs, et emploie 20 Togolais.

Augustin

CLIMAT DES AFFAIRES

Un guide pour découvrir les opportunités d'investissement au Togo désormais disponible

« Ce guide va permettre d'avoir une visibilité sur le Togo et de réduire également les coûts de l'information. vivement que cela s'étende aux autres pays de la sous-région pour en faire un véritable outil d'intégration, c'est le vœu ardent de KokouEdemTengue, Directeur Général de Maersk Togo après avoir assisté le 11 juin au lancement du Guide Pratique des Affaires au Togo à Lomé par l'Agence de communication Focus Yakou en présence d'une parterre d'opérateurs économiques togolais, de la diaspora et des pays de l'Union Européenne. Ce document de 132 pages subdivisés en 5 chapitres renseigne les investisseurs sur la « présentation du Togo », « créer et administrer une entreprise au Togo », « les opportunités d'investissement et de financement », « coût des facteurs de production », « informations pratiques », à en croire Jean Paul AgbohAhouélé, Directeur de Focus Yakou, vise à faciliter aux investisseurs potentiels l'accès au monde des affaires au Togo. « Le document ne présente pas une analyse prospective de la situation économique dans le pays mais comme son nom l'indique, c'est un guide qui accompagne et qui donne des informations précises dont chacun a besoin dans sa pratique de tous les jours pour investir, administrer son entreprise ou mener à



termes son projet», a fait savoir Jean Paul AgbohAhouélé. Destiné aux investisseurs, aux opérateurs économiques, aux praticiens ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent à l'environnement des affaires au Togo, ce guide apporte des réponses claires et pratiques à leurs interrogations. Le guide sera disponible dans les ambassades et consulats du Togo dans le monde. Par ailleurs, l'agence Focus Yakou compte rééditer d'autres publications dans le même sens les années à venir ; « Le guide sera publié annuellement et la prochaine parution interviendra au deuxième trimestre de 2020. Ce sera une version actualisée avec toutes les données sur l'amélioration du cadre législatif et autres », a souligné le Directeur de Focus Yakou. Ce guide est vendu à 10 000 FCFA.

Théophile

AQUACULTURE

Inauguration de l'IFAD d'Elavagnon

Dix-huit mois après la pose de la 1ère pierre de l'Institut de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD d'Elavagnon, préfecture de l'Est-Mono, à 235 km de Lomé), le chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé a procédé à son inauguration le mardi 18 juin. Dédié à l'aquaculture, cet institut a vocation à former des ressources humaines en ligne avec la nouvelle politique agricole du pays et l'Axe 2 du Plan National de Développement qui accorde une attention particulière au développement du secteur agricole. Selon les informations, il permettra au bout de 3 ans de formation, aux élèves, nantis d'un baccalauréat professionnel, de créer leur propre entreprise. La formation est conçue sur l'approche par compétence-motivation, et se concentrera



sur deux variétés de poissons : le tilapia et le clarias. L'IFAD d'Elavagnon s'insère dans un programme présidentiel qui s'articule autour de la création de 10 IFAD sur le territoire. Méli-mélo, en dehors de l'agriculture, sont concernés la logistique, le bâtiment, les transports et le numérique. Ce programme participe d'un arsenal de mesures pensées au sommet de l'Etat togolais en guise de rempart à la lancinante problématique de chômage et de sous-emploi des jeunes, en assurant une meilleure adéquation formation-emploi.

Frédéric

www.onomohotel.com - onomo.lome@onomohotel.com
T: +228 22 53 63 00

RESTAURANT OUVERT 24/24

NAVETTE CONNECTÉE WIFI HAUT DÉBIT GRATUIT

LE RENDEZ-VOUS DE LOME

INTÉGRATION RÉGIONALE

Financé à 70 %, par la BAD, le nouveau corridor routier CU9 reconnecte Ouagadougou au port de Lomé

De jour comme de nuit, les transporteurs et chauffeurs routiers peuvent désormais franchir la frontière et parcourir les 975 kilomètres du tronçon Lomé-Ouagadougou en moins de trois jours. Depuis que la route a fini d'être réhabilitée, en octobre 2017 après cinq ans de travaux, leur trajet est devenu beaucoup moins éreintant, moins risqué et plus rapide. Depuis qu'elle a donné son feu vert au projet, en 2012, la Banque africaine de développement a fourni 238 millions de dollars, à travers son Fonds africain de développement et la Facilité des États fragiles. Au total, le Groupe de la Banque a assumé plus de 70 % du financement du projet, d'un coût total de 325 millions de dollars. La CU9 est le corridor routier par lequel transite l'essentiel des importations du Burkina Faso (60 % environ du total de ses importations). Menant jusqu'au

port de Lomé, au Togo le plus proche, en comparaison avec celui d'Abidjan, situé à plus d'un millier de kilomètres, il maintient l'ouverture du Burkina sur la mer. Mais le corridor CU9 est aussi l'une des autoroutes prioritaires du réseau routier communautaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Une route, mais aussi des ponts, des forages, des formations...

« Après les pluies, passer le pont de Kougri, au Burkina Faso, était impossible, se souvient Adama Traoré, cité dans la presse locale. Il s'était rétréci au fil des années et était toujours inondé. Aujourd'hui, le pont a permis d'améliorer la fluidité du trafic et la sécurité des usagers, il a réduit le temps de parcours des véhicules et assure un meilleur échange entre les différentes localités ». Depuis plus de dix ans qu'il la parcourt, ce chauffeur d'un camion-citerne est un habitué de la

voie Ouagadougou-Koupéla. Il a été témoin de la dégradation progressive de cet axe routier international. La route CU9 s'était à ce point dégradée, que nombre de chauffeurs et camionneurs burkinabés avaient fait le choix de se rediriger vers le port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, pourtant beaucoup plus éloigné que celui de Lomé. Du coup, le trafic avait fortement chuté entre Ouagadougou et Lomé, alors qu'auparavant, près de 900 poids lourds empruntaient cet axe chaque jour.

Depuis décembre 2017, cela n'est plus qu'un lointain souvenir. D'importants travaux ont permis de remettre en état 150 kilomètres de route au Togo et 153 autres kilomètres au Burkina Faso. Le pont de Kougri, construit en 24 mois et inauguré en juin 2017, constituait l'un des pans importants du projet. « Le pont a mis un terme aux nombreux cas d'acci-

dents, de blessés et de glissades dans la région du Plateau central, surtout pendant la saison pluvieuse », se réjouit Ali Sawadogo, natif de Kougri, heureux des forages, terrassements et pistes rurales qui ont vu le jour grâce au projet et dont bénéficient les habitants de son village. « Le pont a mis un terme aux nombreux cas d'accidents, de blessés et de glissades pendant la saison des pluies » ; De nombreux petits commerces se sont installés aux abords du corridor CU9 ; Du côté togolais, à Alimondji à l'est du pays, le nouveau pont de 120 mètres de long, érigé sur le fleuve Mono entre janvier 2017 et février 2018 et qui est désormais en service, permet une traversée rapide. Jusqu'ici, les populations des villages environnants étaient obligées de parcourir 40 kilomètres pour accéder à la nationale N1, empruntant de longs itinéraires détournés. Avec le nouveau pont, la N1 n'est plus qu'à 10 km. La nuit tombée, aux abords de la route principale menant d'Atakpamé à Blitta, au Togo, l'activité se poursuit. La vente de fruits et légumes, de poisson séché, de produits cosmétiques ou encore de céréales occupe une bonne place dans le quotidien des riverains du corridor CU9.

Corridor d'intégration régionale Épine dorsale du Togo, le Corridor CU9 Lomé-Cinkansé-Ouagadougou constitue la seule route qui relie entre elles toutes les régions du pays. Côté burkinabé, la rénovation du corridor CU9 a consisté en la réhabilitation de la route Koupéla-Tenko-

dogo-Bittou-Cinkansé jusqu'à la frontière, en la construction et le bitumage de la bretelle de Mogandé, en des travaux de reconstruction de six ponts, outre celui de Kougri sur le fleuve Nakambé. Par ailleurs, tout un tronçon a été aménagé entre le PK 76+000 et le PK 149+328 à la frontière du pays, outre les 3,34 km de la bretelle de Mogandé. « Les transporteurs sont très satisfaits du très bon état de la route, les coûts d'entretien des véhicules sont réduits et le temps de parcours est passé de 6 jours à 2,42 jours », explique Maimounatou Ndiaye-Diop, ingénieure en transports à la Banque. Et cette experte en infrastructures routières de préciser : « Les travaux étaient associés à plusieurs autres, notamment des ponts et des routes construits pour désenclaver des villages, l'extension et l'équipement de centres de transfusion sanguine, la formation de 400 jeunes aux métiers de l'entretien des routes. Ces travaux ont été bien accueillis par les populations bénéficiaires », souligne Ndiaye-Diop. Outre la BAD, premier bailleur de fonds du projet (70,13 % du financement), la Banque ouest-africaine de développement (9,57 %), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (5,41 %), le gouvernement allemand à travers la KfW (3,16 %), l'État burkinabé (1,06 %) et celui du Togo (4,19 %), outre l'UEMOA (0,37 %) et l'Union européenne (0,82 %), ont également contribué au financement du projet.

Ghislain

Ti | **Togo Invest**
votre partenaire stratégique pour investir au Togo.

Investir
au **TOGO**



Togo Invest, partenaire du forum TOGO - UE



Togoinvest



www.togoinvest.tg



(+228) 22 23 12 80



BANQUES ET FINANCES

Les banques togolaises en grève les 25, 26 et 27 juin prochains. Un coup dur à l'image du Togo auprès des investisseurs étrangers

« La grève sera sèche et il n'y aura pas de service minimum. Aucun banquier, aucun assureur et aucune institution de microfinance ne sera en service, même les guichets automatiques de banques sont concernés », a averti PatasseManawezoué, le secrétaire générale du syndicat des employés et cadres de banques, des établissements financiers et des assurances du Togo qui appelle à une grève les 25, 26 et 27 juin prochains.

Le syndicat dans sa revendication exige la démission de deux dirigeants du groupe d'assurances NSIA.

« Il leur est reproché l'absence de permis de travail. Autre demande, la réintégration de neuf employés licenciés sans raison valable. La grève sera reconductible si nous n'obtenons pas gain de cause », prévient PatasseManawezoué. Le Togo dispose de 13 banques selon la BCEAO au 31 mars 2019.

Quelles répercussions pour l'économie togolaise ?

Depuis l'annonce de cette grève sèche, les opérateurs économiques, les commerçants, les fonctionnaires sont saisi d'effroi face à cette paralysie dans seront victimes tous les secteurs socioéconomiques. Que fait le gouvernement pour jour à la facilitation afin que ces jours sombres trois jours soient évitées. « Dans les pays développés, le gouvernement réagit à temps pour interrompre une telle crise bancaire parce que les conséquences coûteront chères surtout à l'économie nationale encore fragile après la crise politique traversée. Ce sera un coup



dur pour les opérateurs économiques si les autorités ne réagissent pas vite », a martelé Georges Akoussan, Directeur d'entreprise à Lomé. Le Togo depuis le 04 mars dernier est à la recherche de 4622 milliards FCFA dont 65% par le secteur privé pour son Programme National de Développement (PND) sur

la période 2018-2022. Malgré les réformes entreprises dans les finances publiques, le foncier, les mines, le code d'investissement, garantir la sécurité sociale et économique dans le milieu des entreprises doit être le talon d'Achille du gouvernement pour attirer les investisseurs étrangers, la diaspora. Les 13 et 14 juin

derniers, le pays a organisé le premier forum avec 28 pays de l'Union Européenne (UE) avec plus de 1000 participants pour mobiliser les ressources financières. Des grèves dans le secteur bancaire ne rassureront pas ces nombreux investisseurs mais plutôt risquent de les éloigner vers d'autres destinations plus sereines, paisibles aux investissements. On se rappelle que les manifestations politiques réduisaient la mobilisation des recettes financières du pays et ont porté « un coup dur à l'image de notre pays auprès des investisseurs étrangers ». Les manifestations avaient coûté environ 1,5 milliards par jour pour l'économie nationale. D'après un sondage de la Chambre du commerce, les chiffres d'affaires de 70% des entreprises ont chuté de 25 à 50% à cause de la crise. « Quand vous n'avez pas confiance, vous ne savez ce qui va se passer demain, c'est difficile pour vous de dépenser. Dans ce cas d'espèce de grèves, les gens risquent de garder l'argent sur eux, à la maison avec toute l'insécurité possible ne sachant pas trop de quoi demain sera fait. C'est une autre crise qui se profile à l'horizon avec des conséquences terribles », analyse l'économiste. Il y a quelques jours, l'Institut pour l'Economie et la Paix (IEP) publiait le dernier rapport sur la paix dans le monde du Globalpeace index 2019 (GPI).

Le rapport indique que la crise sociopolitique de 2017-2018 a coûté au Togo 646,9 millions \$, soit environ 378 milliards FCFA. Une perte quantifiée par le paramètre « Coût économique de la violence », qui représente 5% du PIB du pays. Le Togo a perdu ainsi 9 places dans ce classement mondial de la paix, par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, cette 13ème édition du GPI indique que l'impact économique global de la violence au Togo (« Economic impact of violence »), pour la période sous revue, représente un peu plus de 1 milliard \$.

LISTES DES BANQUES (13) Dont filiales (11) : BANQUE ATLANTIQUE TOGO (BANQUE ATLANTIQUE), BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU TOGO (BIATOGO), BANQUE POPULAIRE POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BPEC), BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE - TOGO (BSIC - TOGO), BANQUE TOGOLAISE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BTICI), ECOBANK - TOGO (ECOBANK - TOGO), ORABANK TOGO, SOCIETE INTERAFRICAINNE DE BANQUE (SIAB), UNION TOGOLAISE DE BANQUE (UTB), BANK OF AFRICA TOGO (BOA - TOGO), CORIS BANK INTERNATIONAL-TOGO (CBI-TOGO), Dont succursales (2), NSIA BANK - SUCCURSALE DU TOGO, SOCIETE GENERALE BENIN - SUCCURSALE DU TOGO (*)

Théophile

BIA Togo

Croire en vous

Jusqu'à **-50%** sur vos frais bancaires

Des SOLUTIONS BANCAIRES SUR-MESURE

Compte épargne

PACK SÉRÉNITÉ

- Carte bancaire (Alcanal)
- Services de banque à distance BIAxxt BIAxxtie

Compte courant

PACK FONCTIONNAIRE

- Carte bancaire (Horizon, Etie)
- Services de banque à distance BIAxxt BIAxxtie
- Frais de tenue de compte
- Ligne de découvert jusqu'à 50% du salaire*

Compte courant

PACK ESSENTIEL

- Carte bancaire (Horizon, Etie)
- Services de banque à distance BIAxxt BIAxxtie
- Frais de tenue de compte

Groupe Attijariwafa bank

13, Av. Sidi el-Bachir - Bâtiment en face de la gare - BP 346 - Lomé TOGO - Tél. : +228 22 21 32 85

BILAN DU FORUM ÉCONOMIQUE TOGO-UE

La phase de l'action commence avec le suivi des investisseurs dans les pays de l'UE

« La moisson a été des meilleures pour la partie togolaise. A l'heure de dresser le bilan des retombées, on annonce plus d'1,3 milliards d'euros, soit environ 852 milliards FCFA de promesses fermes faites par les investisseurs européens. Une bouffée d'oxygène pour le PND dont 65% des investissements (5 milliards \$) reposent sur le secteur privé. «Le processus d'émergence est bel et bien enclenché au Togo et est en cours de réalisation », s'est félicité le Premier ministre, Kllassou Selom à la fin des deux jours du premier forum UE-Togo (13-14 juin 2019) à Lomé.

Cette satisfaction a été l'objet d'un bilan présenté par les organisateurs dudit forum le 19 juin aux hommes des médias. Si l'objectif pour le forum, c'est de promouvoir le Togo comme un pays stable sûr d'investissements par les étrangers et les loyaux, « les objectifs ont largement dépassé les attentes de l'organisation car sur 400 participants prévus, finalement, plus de 1000 participants dont 410 étrangers, 430 locaux, 200 hauts cadres, 46 entrepreneurs de la diaspora togolaise, 94 conférenciers, 54 pays dont 28 de l'UE ont été enregistré sur les deux jours. La graine est semée, elle commence à porter des fruits ; nous avons tous intérêt à nous y accrocher et à en tirer le bénéfice », a fait savoir Sandra Johnson, conseillère du chef de l'État en matière du climat des affaires.

Quant au Ministre du Commerce, de l'Industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, Adedze Kodjo les opportunités que présente le PND 2018-2022



et les réformes initiées par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires doivent tout simplement permettre au secteur privé d'être le moteur de la croissance, afin de mobiliser des investissements dans les secteurs prioritaires du développement pour créer de l'emploi décent et réduire la pauvreté. « Le train du PND est lancé pour la croissance économique de 7,5% et à la création de plus de 500 000 emplois. Nous croyons que le lien entre le secteur privé et le gou-

vernement vient de se renforcer par ce forum. Le moment est à l'action et nous allons mobiliser les ambassadeurs et consuls dans les pays de l'UE pour faire le suivi des investisseurs présents à Lomé ».

Quant au président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, Germain MEBA, le Forum économique est le parfait exemple du partenariat économique qui gagne, soutenu par une Coopération internationale. « C'est une détermination sincère

de la promotion des entreprises par le gouvernement togolais avec le partage des expériences qui propulsent le Togo à offrir un espace attractif pour les affaires. Les perspectives de ce partenariat doivent être gagnant-gagnant pour que le secteur privé soit la clé d'ouverture, le moteur de croissance et de développement dans le secteur de l'agriculture, énergétique, les infrastructures. Le forum relance le PPP au Togo le développement intégral de l'économie togolaise », a-t-il souligné. « 141 projets retenus sur 400 d'une valeur de 1,3 milliard d'euro démontrent que le forum a tenu toutes ses promesses. Leurs financements doivent créer des emplois décents, améliorant les conditions de vie de travail des populations. C'est aussi l'engagement des banques vis-à-vis des entreprises dynamiques. Même si tous les projets ne sont pas financés par les investisseurs, les banques doivent jouer leur partition », a lancé Germain MEBA.

Du côté de l'Union Européenne, coorganisateur de ce forum, la satisfaction est toute aussi grande car selon Bruno Hanses, chargé d'affaires à la délégation UE au Togo, « Ce premier forum est un grand succès vu la qualité des différents panels et des échanges. Cet événement a confirmé une convergence remarquable entre les orientations de la nouvelle alliance Europe et les objectifs stratégiques du plan national de développement du Togo ; Cela démontre la volonté du président

de la république à mettre le Togo sur les rails des réformes notamment dans les finances publiques, le foncier, les mines et récemment avec le nouveau code d'investissement, l'amélioration du climat des affaires avec 19 places occupées par le Togo dans le Doing business 2019 ». A mettre à l'actif du forum, le lancement de la chambre de commerce et d'industrie UE-Togo, la signature d'un mémorandum d'accord entre la chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) et ses homologues européennes, la signature de l'adhésion du Togo à l'OCDE ainsi que la signature d'un protocole d'accord entre l'UE et la Banque Africaine de développement (BAD) pour le financement de projet CiZO. Le forum avait pour thème : « Togo, le centre d'affaires, d'investissement et de la haute finance émergence d'Afrique de l'Ouest ». Selon les données du World Investment Report, les investissements directs étrangers vers le Togo ont déjà atteints 102 millions de dollars en 2018, soit une hausse de 15% et connaîtront à coup sûr une hausse exceptionnelle d'ici 2022 à travers le financement des projets structurants du PND. Les dernières statistiques publiées par la CNUCED, structure onusienne en charge du commerce, révèlent une hausse de près de 15% des IDE à destination du Togo. Une performance qui rame à contre-courant de la tendance drastiquement baissière, voire de 45% dans certains pays africains.

Augustin

DÉVELOPPEMENT

Le marché préfectoral d'Elavagnon a coûté 450 millions FCFA

Le chef de l'État Faure Gnassingbé le 18 juin dernier a inauguré le marché moderne d'Elavagnon (préfecture de l'Est-mono). Fruit de l'accompagnement de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) aux communautés, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). Ce nouveau joyau est doté de 08 hangars de type préfectoral, d'un bloc de 10 boutiques, d'une boucherie, de deux abris bétail, d'un abri volaille, de 02 blocs latrines, de 04 magasins de stockage, d'un forage photovoltaïque avec superstructure, d'un dépôt intermédiaire, d'une clôture de façade et d'un bloc administratif.

Selon Mme Mazalo KATANGA, Directrice générale de l'ANADEB, la mise en place de cette infrastructure marchande vient contribuer à l'amélioration du cadre de travail des commerçants. Elle pallie le problème d'exiguïté et d'occupation anarchique des espaces dans le marché et dans alentours. Elle offre une plus grande sécurité aux marchandes face aux intempéries et aux vols, et constitue un levier pour l'accroissement des activités commerciales de la population de l'Est-mono et ses environs.

Pour Mr Aliou DIA, représentant résident du PNUD au Togo, ces infrastructures vont impacter sur le renforcement des fondamentaux sociaux, bases cardinales de la

création de richesse pour une croissance économique durable. Pour Mme Victoire TOMEHA-DOGBE, ministre du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse, le PUDC "Constitue l'un des programmes du gouvernement qui contribuent à créer au sein des populations, les conditions favorables à la consolidation du développement social et au renforcement des mécanismes d'inclusion, tels qu'exprimés dans le Plan National de Développement (PND) en son axe 3, en lien avec la politique du gouvernement pour l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD), en vue de la réduction des inégalités."

D'un coût total de 450 millions de francs CFA, la construction de ce marché moderne a été entièrement financée par le PUDC qui a pour objectif d'améliorer de façon significative les conditions



de vie des populations vivant dans les zones peu ou mal desservies par les infrastructures et ser-

vices sociaux et économique de base.

Ghislain

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récupéré N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Imprimerie
La Colombe

Infographie
Benjamin K. Tchabi
90369796

Tirage
2000 Exemplaires


 RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES SPORTS
 ET DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET AU CIVISME

LE CABINET

 SECRETARIAT GÉNÉRAL

 DIRECTION DE LA
 FORMATION CIVIQUE

 N° 1159/MCSECC/CAB/SG/DFC/19

**COMMUNIQUE DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DES SPORTS
 ET DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET AU CIVISME**

APPEL A PROJETS A L'ENDROIT DES MEDIAS

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de formation civique et d'éducation à la citoyenneté et conformément au plan de travail annuel (PTA) 2019 de la direction de la formation civique, le ministère de la communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme lance un appel à projets citoyens en vue de sélectionner et de primer quinze (15) microprojets portés par les médias dans le domaine du civisme et de la citoyenneté. L'objectif de cette initiative est d'amener les médias à promouvoir le civisme et la participation citoyenne.

A cet effet, le ministre informe les médias désireux de participer au présent appel à projets que le dépôt des dossiers de candidature se fera tous les jours et heures ouvrables du **mardi 11 juin au vendredi 12 juillet 2019 de 08 heures à 17h tous les jours ouvrables**.

Les dossiers de candidature seront déposés sous pli fermé avec mention « DFC : Appel à projets 2019 - médias » à la direction de la formation civique pour les postulants de Lomé et ses environs et dans les directions régionales des sports et des loisirs pour ceux de l'intérieur du pays.

1. Domaines d'intervention retenus

Les projets devront porter sur les domaines relatifs au civisme et à la citoyenneté :

- le patriotisme,
- le respect des lois et de l'autorité,
- le respect des biens publics et privés,
- la participation citoyenne,
- le civisme économique,

- les élections apaisées
- la culture de la paix

2. Groupes cibles de l'appel à projets

Sont concernés par le présent appel à projets les médias nationaux (télévisions, radios, presse écrite et presse en ligne).

3. Procédure de sélection

La sélection des projets sera faite par un jury mis en place à cet effet et composé des cadres du ministère de la communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme ainsi que des personnes ressources.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes :

- La fiche signalétique du média porteur du projet ;
- Le document ou la note conceptuelle du microprojet comprenant le chronogramme de mise en œuvre sur une période de 06 mois au minimum ;
- La copie du récépissé de reconnaissance officielle du média postulant ;
- Les contacts du premier responsable du média postulant ;
- La photocopie de la carte nationale d'identité de la personne responsable du média ou toute autre pièce en tenant lieu ;
- La lettre de candidature adressée à monsieur le Ministre de la communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme.

5. Principaux critères de sélection des projets

Les microprojets soumis par les médias seront évalués sur la base des critères ci-après :

- la pertinence du projet ;
- l'approche méthodologique de mise en œuvre ;
- la fréquence des émissions ou parutions ;
- l'esprit d'innovation.

Pour toutes informations complémentaires, prière contacter la direction de la formation civique sise dans la même enceinte que la TVT et joignable au 22 20 87 36.

Fait à Lomé, le **13 JUIN 2019**



Prévisions de croissance pour Attijariwafa Bank en 2019

Le Groupe bancaire Attijariwafa Bank prévoit de bonnes performances financières pour l'année 2019, tant au Maroc qu'à l'international.

Selon les prévisions du groupe, les crédits à la clientèle, les dépôts, le produit net bancaire (PNB), le résultat des opérations et la marge nette d'intérêt, connaîtront une croissance d'environ 5%.

Au cours de l'année, l'activité de la banque à l'international, notamment les crédits à la clientèle progresseront de 8%, 7 % pour

les dépôts et les commissions, et 6 % pour les charges. Le coût du risque devrait par contre connaître une stagnation.

Aussi sur l'international, Attijariwafa Bank entend lancer une banque de détail pour sa filiale égyptienne, ainsi qu'une banque à Abidjan qui lui permettra de renforcer sa présence dans la zone de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).

Attijariwafabank vient en outre de lancer un emprunt obligataire subordonnée perpétuel de 1 milliard de dirhams.



ASKY et Ethiopian Airlines volent désormais dans le ciel de Lagos-Johannesburg

Les compagnies aériennes panafricaines Ethiopian Airlines et ASKY ont conjointement lancé ce week-end un vol direct quotidien entre Lagos (Nigéria) et la plus grande sud-africaine, Johannesburg. Ethiopian Airlines a lancé ce vol en partage de code avec ASKY.

Toutefois, le vol, qui suivra l'itinéraire Lagos-Douala-Johannesburg, été opéré via Libreville, au Gabon.

Se prononçant sur le vol en partage de code, la directrice générale d'Ethiopian Airlines au Nigéria, Mme FirihiwotMekonnen, a déclaré qu'ASKY est la compagnie

aérienne en exploitation tandis que Ethiopian est la compagnie aérienne en marketing.

« Le Nigéria est l'un de nos plus grands marchés où nous apportons le meilleur de nos avions et nous nous efforçons toujours de donner le meilleur de nous-mêmes aux Nigériens. Dans ce cadre, nous avons découvert que de nombreux Nigériens se rendent en Afrique du Sud. Nous avons donc décidé d'aider à améliorer la connectivité des passagers » a ajouté FirihiwotMekonnen.



REPUBLIQUE TOGOLAISE
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE
(CENI - TOGO)

**ELECTIONS
DES CONSEILLERS
MUNICIPAUX 2019**



30 JUIN 2019

ENSEMBLE,



CONSTRUISONS NOS COMMUNES



TOGOLAIS VIENS, BÂTISSONS LA CITÉ
#ElectionsTg2019